

Lula est un otage politique



Dans un commentaire dédié à l'affaire Skripal, dans laquelle les puissances occidentales ont appliqué des mesures sans présenter des preuves, nous signalions comment, ces derniers temps, des principes de justice sont remplacés par la force de pouvoirs médiatiques, politiques et économiques qui agissent avec une impunité brutale.

C'est le cas du procès intenté contre l'ex-président brésilien Luiz Inácio Da Silva, Lula, qui a passé sa seconde nuit en prison, condamné à 12 ans pour des délits qui n'ont pas été prouvés et dans le seul but avoué de l'empêcher de participer comme candidat aux élections présidentielles d'octobre de cette année pour lesquelles il est en tête des intentions de vote.

Le juge Sergio Moro, figure clé dans la persécution contre le fondateur du Parti des Travailleurs, l'accuse d'avoir reçu un appartement de l'entreprise brésilienne du bâtiment Odebrecht à titre de pot-de-vin, mais jusqu'à présent il n'a présenté aucun document prouvant un tel délit.

Selon le magistrat, il base l'affaire sur la conviction que Lula est coupable, chose curieuse venant d'un homme de loi qui doit savoir parfaitement bien que la justice se base sur des preuves objectives et non sur des critères subjectifs.

Sergio Moro et toute la structure réactionnaire qui l'appuie se sont moqués royalement du principe élémentaire de la

présomption d'innocence et ils ont obtenu une condamnation à prison pour une affaire non jugée définitivement, ce qui pervertit le sens de la justice.

Selon un article de la journaliste argentine Stela Caloni, publié par le quotidien « La Jornada » Sergio Moro est un des nombreux juges latino-américains appuyés par les Etats-Unis dans le cadre d'un nouveau modèle judiciaire de « démocraties de sécurité nationale » qui vient remplacer les dictatures habituelles du siècle dernier.

Ce nouveau schéma, dont le centre de formation se trouve au Salvador, s'ajoute à une nouvelle stratégie militaire qui consiste en la désagrégation du Commandement Sud, moyennant l'installation de bases et d'autres centres militaires dans plusieurs pays pour contrôler directement ce que Washington considère comme son arrière-cour.

Selon ce cadre, affirme Stela Caloni, l'ex-président Luiz Inácio Da Silva, Lula, n'est pas seulement un prisonnier politique de la justice brésilienne dénaturee mais un otage de la politique hégémonique des Etats-Unis dans notre région.

Cela vient confirmer que l'acharnement sur l'homme qui a plus fait pour les pauvres dans le géant sud-américain n'est, en aucune façon, une affaire judiciaire, mais une action politique. Rappelons qu'au Brésil, l'état de droit a volé en éclats après le coup parlementaire contre Dilma Rousseff et avec lui tous les principes de la démocratie bourgeoise y compris la fameuse séparation des pouvoirs qui ne sert à rien au Brésil.

Comment expliquer autrement le fait que quelques heures avant que le Tribunal Suprême Fédéral se soit prononcé au sujet du recours en habeas corpus présenté par la défense de Lula, l'état major de l'armée ait menacé de faire un coup d'état, un de plus dans ce pays ?

La culpabilité de Lula n'a jamais été prouvée, donc, en prison ou en liberté, il est innocent et c'est la clameur qui prévaut au Brésil et dans d'autres parties du monde.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/159481-lula-est-un-otage-politique>



Radio Habana Cuba